

Tous mobilisés, tous concernés, de la maternelle au lycée *pour une école de qualité* **NON À LA LOI BLANQUER**

Lettre ouverte citoyenne

à Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale

Monsieur le Ministre,

Depuis l'adoption par l'Assemblée nationale en première lecture du projet de loi « pour une école de la confiance », des enseignant-e-s, des parents d'élèves, des jeunes et plus largement des citoyen-ne-s expriment leurs inquiétudes et leurs oppositions face à une réforme jugée contraire au principe d'une école de la réussite pour toutes et pour tous.

Ce projet de loi vient s'ajouter à « Parcoursup », aux réformes des lycées, à celle du Bac et à celle de l'apprentissage et de la formation professionnelle, qui dessinent une école renonçant à son ambition démocratique et émancipatrice.

La loi dite « école de la confiance » va aggraver la concurrence et les inégalités entre les établissements et les territoires. Inscrite dans une logique de libéralisation, elle va déstructurer l'Éducation nationale. Ce sont les élèves, les familles et les enseignant-e-s qui en feront les frais. Il ne s'agit pas pour nous de nous opposer au changement mais de combattre des reculs éducatifs et une volonté d'économies indéfendable.

Investir dans l'école, c'est investir dans l'humain, c'est investir pour l'avenir.

Nous avons des idées pour élargir l'offre éducative dans notre territoire afin de mieux répondre aux besoins, pour un service public offensif et fort de son accompagnement humain, pour proposer des parcours de formation ajustés. **Nous avons des idées pour une école qui ne laisse personne au bout du chemin mais permette à chacune et chacun d'avancer et de trouver sa place dans la société.**

Nous en appelons donc à une autre ambition pour l'école. Des moyens nécessaires, suffisants et également répartis sur les territoires doivent être mobilisés au service d'une école de qualité.

Alors que les Français-e-s réclament plus de démocratie et de justice sociale, l'école est bien présente dans les aspirations populaires. Il s'agit d'un enjeu essentiel.

C'est pourquoi, nous demandons le retrait de ce projet de loi et l'ouverture d'une véritable concertation sur l'école de la République.

Les Parents du Nord Seine-et-Marne

Je signe !

NOM	VILLE	MAIL	SIGNATURE

